

Un hôpital grec sous contrôle ouvrier

Écrit par Libcom.org

Mercredi, 08 Février 2012 15:36 - Mis à jour Mercredi, 08 Février 2012 15:43



Les agents hospitaliers de Kilkis, en Grèce, ont occupé leur hôpital local et ont publié une déclaration disant qu'il était désormais entièrement sous contrôle ouvrier.

L'hôpital général de Kilkis en Grèce (Macédoine centrale) est maintenant sous contrôle ouvrier. Les travailleurs hospitaliers ont déclaré que les problèmes qui durent depuis longtemps du Système de santé national (l'ESY) ne pouvaient être résolus.

Les travailleurs ont répondu à l'accélération du régime des mesures impopulaires d'austérité en occupant l'hôpital et l'ont déclaré sous contrôle direct et complet par les travailleurs. Toutes les décisions seront dorénavant prises par les « travailleurs de l'assemblée générale ».

L'hôpital a déclaré que « Le gouvernement n'est pourtant acquitté de ses responsabilités financières et, si leurs demandes ne sont pas satisfaites, ils se tourneront vers la communauté locale pour avoir le plus large soutien possible afin de garantir les soins de santé publique gratuits soins et de renverser le gouvernement et tous les politiques néolibérales. »

A partir du 6 février, le personnel hospitalier ne traitera que les soins d'urgence tant que leurs salaires et les sommes qui leur sont dues ne seront pas payées. Ils demandent également un retour aux niveaux des salaires qu'ils percevaient avant la mise en œuvre de mesures d'austérité.

La prochaine assemblée générale aura lieu le 13 février, et une conférence de presse le 15.

La déclaration suivante a été émise par les travailleurs :

1. Nous constatons que les problèmes actuels et durables de l'ESY (le système national de santé) et des organisations apparentées ne peuvent être résolus par des demandes spécifiques et isolées ou concernant nos intérêts particuliers, car tous ces problèmes sont le fruit d'une politique gouvernementale antipopulaire plus générale et du néolibéralisme mondial.

2. Nous constatons aussi, qu'en faisant des revendications particulières nous faisons en fait le jeu d'un gouvernement brutal. Ce pouvoir, pour faire face à son ennemi – qui est constitué par le peuple affaibli et divisé, fait tout pour empêcher la création d'un front uni et populaire à l'échelle nationale et mondiale ayant des intérêts communs et des exigences contre l'appauvrissement social créé par les autorités politiques.

3. Pour cette raison, nous plaçons nos intérêts particuliers dans le cadre général de revendications politiques et économiques qui sont posés par une très grande partie du peuple grec qui est aujourd'hui sous l'attaque du capitalisme la plus brutale. Ces revendications doivent être défendues jusqu'au bout afin d'aboutir, dans la coopération entre les classes moyennes et populaires de notre société.

4. La seule façon d'y parvenir est de remettre en question, dans l'action, non seulement la légitimité politique mais aussi la légalité d'un pouvoir arbitraire, autoritaire et antipopulaire qui avance à grand pas vers le totalitarisme.

5. Les travailleurs de l'Hôpital général de Kilis répondent à ce totalitarisme par la démocratie. Nous occupons l'hôpital public et le mettons sous notre contrôle direct et total. L'hôpital de Kilis sera désormais auto-gouverné et le seul moyen légitime de prise de décision sera l'Assemblée générale de ses travailleurs.

6. Le gouvernement n'est pas libéré de ses obligations économiques de dotation en personnel et en fournitures. Si il continue à ignorer ces obligations, nous serons obligés d'informer le public de cette situation et de demander au gouvernement local mais surtout à la société civile de nous soutenir par tous les moyens pour :

(a) la survie de notre hôpital

(b) le soutien au droit aux soins de santé public et gratuits

(c) le renversement, par une lutte commune populaire, de l'actuel gouvernement et de toute autre politique néolibérale, d'où qu'elle vienne

(d) une démocratisation profonde et substantielle, c'est à dire une démocratisation qui permettra à la société réelle et non pas à des tiers de prendre les décisions concernant son avenir.

7. Le syndicat de l'hôpital de Kilis commencera, à partir du 6 février, une grève en n'assurant que les soins d'urgence jusqu'au paiement complet pour les heures travaillées et la hausse de nos salaires au niveau qu'il était avant l'arrivée de la troïka (UE- BCE-FMI). Pendant ce temps, sachant très bien quelle est notre mission sociale et nos obligations morales, nous protégerons la santé des citoyens qui viennent à l'hôpital en fournissant des soins de santé gratuits à ceux qui en ont besoin, appelant le gouvernement afin qu'il prenne ses responsabilités, en espérant qu'il renoncera en dernière minute à sa cruauté sociale immodérée.

8. Nous décidons qu'une nouvelle assemblée générale aura lieu, le lundi 13 février dans le hall du nouveau bâtiment de l'hôpital à 11 heures, afin de décider des procédures qui sont nécessaires pour mettre en œuvre efficacement l'occupation des services administratifs et réaliser avec succès l'auto-gouvernance de l'hôpital, qui débutera à partir de ce jour-là. Les assemblées générales auront lieu tous les jours et seront l'instrument primordial pour la prise de décision en ce qui concerne les employés et le fonctionnement de l'hôpital.

Nous appelons à la la solidarité du peuple et des travailleurs de tous les secteurs, à la collaboration de tous les syndicats des travailleurs et des organisations progressistes, ainsi qu'au soutien de tous les médias qui ont choisi de dire la vérité. Nous sommes déterminés à continuer jusqu'à ce que les traîtres qui vendent notre pays et nos gens s'en aillent. C'est eux ou nous!

Les décisions ci-dessus seront rendues publiques par le biais d'une conférence de presse à laquelle tous les médias sont invités mercredi 15/2/2012 à 12h30. Nos assemblées quotidiennes commencent le 13 Février. Nous allons informer les citoyens sur chaque événement important qui aura lieu dans notre hôpital par le biais de communiqués de presse et conférences. En outre, nous allons utiliser tous les moyens disponibles pour faire connaître ces événements afin de faire de cette mobilisation réussie.

Nous appelons

a) nos concitoyens faire preuve de solidarité avec notre mouvement,

b) tout citoyen injustement traité de notre pays à agir par des actions de contestation et d'opposition contre ses oppresseurs,

c) nos collègues d'autres hôpitaux à prendre des décisions similaires,

d) les employés dans d'autres domaines du secteur public et privé et les participants à des organisations syndicales et progressistes à agir de même, afin d'aider notre mobilisation à prendre la forme d'une résistance universelle ouvrière et populaire et de soulèvement, jusqu'à la victoire finale contre l'élite économique et politique qui aujourd'hui opprime notre pays et le monde entier.

Article paru dans Libcom.org. Une autre action d'auto-organisation des travailleurs est en cours de préparation au journal *Eleftherotypia* qui emploie 800 personnes.